

Pourquoi les forêts sont essentielles pour notre avenir climatique



Dans quel état les forêts se trouvent-elles à travers le monde? A l'occasion de la COP30, qui s'ouvrira dans quelques jours à Belém, aux portes de l'Amazonie, « Le Soir » s'est penché, à travers une série de reportages exceptionnels, sur ces écosystèmes, essentiels mais sous pression à cause de leur exploitation et du changement climatique. Demain, découvrez Bialowieza, la plus vieille forêt d'Europe.

En Colombie, d'anciens Farc ont lâché pour restaurer l'Amazonie

Au cœur d'une région marquée par les conflits et la déforestation, des ex-guérilleros s'engagent dans la restauration de la forêt via une pépinière communautaire. Une démarche qui reste isolée, freinée par le manque de soutien public.

REPORTAGE

WILLIAM GAZEAU

CORRESPONDANT EN COLOMBIE

Lorsqu'il déambule entre ses plantes, Duberney Lopez ralentit le pas. Le trentenaire s'accroupit, ausculte les plantules comme un médecin s'enquiert de la santé de ses patients. Arrivé au bout du rang, il se penche plus longuement sur une jeune pousse. « Cela, c'est un maraco, mon arbre préféré », plus connu sous le nom « d'arbre à boulets de canon », confie-t-il. L'horticulteur saisit délicatement les fines feuilles d'un vert presque translucide. Des mantes religieuses y chassent de minuscules araignées le long des sillons tracés par les nervures : « Regarde, il fait déjà vivre tout un écosystème ! »

Duberney prend soin des arbres comme de son propre fils. Un jour, les jeunes pousses prendront racine aux côtés de « leurs parents », comme il aime les appeler, là où l'union des Andes et de la forêt amazonienne forme le luxuriant paysage de la région du Putumayo, dans le sud-ouest de la Colombie. « L'objectif, c'est de restaurer la forêt », explique le directeur de la Comucocom, une association constituée de 25 anciens combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui gère désormais une pépinière. « Les habitants extraient tellement de choses de l'Amazonie. C'est à notre tour de lui rendre ce qu'elle offre. »

Pour les anciens guérilleros, passés en un rien de temps d'une vie cachée sous les cimes amazoniennes à un terrain défriché de la municipalité de Puerto Guzman, planter des arbres est vite devenu une évidence. « La forêt, c'était notre maison », raconte Rafael Santofimio, qui a passé vingt ans dans les rangs de la guérilla. « Elle nous protégeait, elle nous permettait de vivre. » C'est son frère, Jorge, qui lance le projet en 2021. Le nom est tout trouvé : « Musu Kasa », « nouvelle vie » en langue quichua inga. Vingt petites pousses arrivent. Au départ, la pépinière ressemble à un simple jardin. Aujourd'hui, la Comucocom s'occupe de 150.000 arbres à l'année et coordonne un réseau de 17 pépinières réparties dans toute l'Amazonie colombienne.

« Il n'y a plus que des pâtures »

L'initiative trouve un écho dans le discours politique national. Dès son arrivée au pouvoir en 2022, Gustavo Petro fait de la lutte contre la déforestation une priorité. Les premiers résultats positifs arrivent sur le bureau du président de gauche. Le pays andin, recouvert à 51 % de forêts, enregistre sa première baisse de la déforestation en une décennie. Trois ans plus tard, le nombre d'hectares déforestés a diminué de 39 %.

Ces bons résultats nationaux oc-

cultent une réalité moins réjouissante. Depuis l'année dernière, les arbres tombent de nouveau en Amazonie colombienne. Plus de 77.000 hectares ont été défrichés en 2024, soit 74 % de plus que l'année précédente. Après la grande fièvre du caoutchouc au XX^e siècle, l'élevage intensif et les cultures de coca grignotent à leur tour la région. « Ces activités font marcher l'économie locale », admet Miguel Angel Muñoz, ex-maire de Puerto Guzman, l'une des deux municipalités les plus déforestées du Putumayo. Partout, l'ancien édile constate la déforestation.

Le paysage de plus en plus morcelé du Putumayo illustre les propos de l'ancien élu. Les grands cancharanas et ébéniers de Guyane ont laissé la place au vert clair des prairies. Celui plus foncé de la forêt ne dessine plus qu'une ligne d'horizon. Rafael reconnaît à peine le territoire qu'il a si souvent parcouru les armes à la main. « Nous pouvions marcher quatre ou cinq heures et il n'y avait que de la forêt. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des pâtures », regrette-t-il. Même les guérillas, qui imposaient, quand cela les arrangeait, des restrictions aux paysans souhaitant défricher leurs lopins de terre, ne se soucient plus du sort des géants d'Amazonie. Trois factions dissidentes des Farc se substituent encore à l'autorité de l'Etat dans la région. « On entend parfois qu'ils souhaitent protéger l'Amazonie, mais je ne vois aucune action concrète », observe Duberney.

Au sein de la Comucocom, l'aggravation récente de la situation n'a fait que renforcer une conviction : la pépinière revêt une importance cruciale. Pendant que l'eau ruisselle sur le toit de bâche, Duberney couve ses jeunes protégés. Avec sa casquette beige impeccable, son polo bleu et son pantalon de survêtement, il n'a pas les atours du parfait jardinier. Pourtant, entre les enseignements glanés dans les rangs de la guérilla et les formations offertes par les agronomes du Service national de l'apprentissage, l'ancien combattant maîtrise son sujet. « De ce côté-là, vous avez les arbres fruitiers comme l'azara, la poire d'Amazonie, là ce sont les essences fines. En tout, nous avons 59 espèces d'arbres, toutes natives d'Amazonie »,

expose-t-il fièrement.

Les lots d'arbres sont tous composés de différentes variétés. « Chaque espèce remplit une fonction et aide à reconstituer les écosystèmes. C'est pour cela que l'on parle de coalition de la nature », insiste Rafael. Duberney, lui, préfère le terme de *restauration* à celui de *reforestation* : « L'idée, ce n'est pas de planter des arbres et de les laisser pousser sans y faire attention. Nous faisons un suivi de toutes les parcelles où nous plantons. » Tous les plants cultivés dans la pépinière ont d'ailleurs déjà été vendus. La Comucocom participe à des appels d'offres, forge des alliances avec des associations paysannes qui souhaitent reforester une partie de leurs terres. En tout, le réseau a replanté environ 16.000 hectares de forêt.

L'air moite des fins de journées tropicales enveloppe la petite communauté mais une dernière tâche attend Duberney et Rafael. Les deux compagnons doivent retirer les capuchons de plastique qui coiffent les plants de cacaoyer. « Parmi nos clients, il y a des paysans qui développent l'agroforesterie », précise Duberney. Associer cultures et arbres sur une même parcelle plutôt que défricher, l'idée commence à faire son chemin. « Nous essayons de promouvoir ces nouveaux systèmes de production », explique Edinson Zúñiga, secrétaire départemental en charge de l'environnement. L'exercice n'est pas simple : « L'idée selon laquelle il faut couper les arbres pour cultiver et produire est encore très ancrée. »

Manque de financements

A Puerto Guzman, Miguel Angel Muñoz ne perçoit pas non plus de changement de mentalité : « Ce que font les anciens combattants, c'est très bien, mais c'est un cas isolé. Beaucoup de gens continuent de dire qu'il faut un hectare par tête de bétail ! » L'ancien maire pointe une difficulté plus prosaïque : la difficile rentabilité des systèmes productifs plus respectueux de l'environnement. « Ici, le rapport à la forêt changera quand les habitants auront la preuve que la protéger leur garantit des revenus suffisants », poursuit-il. Encore 23 % de la population du Putumayo se trouve en situation de



Pour les anciens guérilleros, passés en un rien de temps d'une vie cachée sous les cimes amazoniennes à un terrain défriché de la municipalité de Puerto Guzman, planter des arbres est vite devenu une évidence.
© CAMILLE BOUJU.

pauvreté, selon les statistiques officielles.

Miguel Angel, Rafael, Duberney... tous regrettent le manque de financements publics pour consolider les initiatives durables. Edinson Zúñiga avoue « avoir entendu parler » de la pépinière de la Comucocom mais ne s'attarde pas sur le sujet. Duberney déplore que l'administration départementale ne lui ait « jamais acheté une seule plante » après avoir pourtant proposé « la création d'une politique publique qui obligeraient les municipalités et le département à

l'expert « Les gouvernements ont trop longtemps ignoré les territoires amazoniens »

ENTRETIEN

W.G.

CORRESPONDANT EN COLOMBIE

L'Amazonie colombienne continue de se dégrader sous l'effet combiné de l'élevage intensif, du narcotrafic et de l'abandon institutionnel. Tandis que les territoires protégés reculent, la COP à Belém est perçue comme une occasion décisive pour inverser la tendance, pour Rodrigo Botero, directeur de la Fondation pour la conservation et le développement durable.

L'Amazonie colombienne est-elle encore en pleine déforestation ces derniers temps ?

En Colombie, la déforestation a connu de fortes variations ces dernières années, surtout depuis que le président Petro a mis le sujet sur la table. Cela dit, l'Amazonie colombienne reste l'une des parties les plus déforestées de tout le bassin amazonien. La tendance générale n'était de toute façon pas à la baisse. En Amazonie colombienne, nous avons perdu 700.000 hectares en sept ans, soit



En Amazonie colombienne, nous avons perdu 700.000 hectares en sept ans, soit 100.000 par an en moyenne.

“

Y a-t-il suffisamment d'initiatives pour réduire ou ralentir la déforestation ?

Le plus inquiétant n'est pas tant le nombre d'hectares défrichés. Le problème, c'est que la déforestation affecte principalement des zones naturelles protégées. Nous parlons de corridors de biodiversité, de zones dont dépendent les ressources hydriques, les rivières volantes et donc la disponibilité en eau pour les populations. Nous nous rapprochons d'un point de bascule. Dans le Putumayo, la situation est encore plus compliquée. Différentes logiques y convergent : une spéculation sur les terres, l'expansion de l'élevage bovin et une concentration de groupes armés qui luttent pour ce qui est devenu une porte d'entrée du narcotrafic et du trafic d'or vers le Brésil. Ce n'est pas pour rien qu'on y observe une forte croissance des cultures de coca.

Quelles sont les causes structurelles qui compliquent la protection de l'Amazonie en Colombie ?

Les gouvernements ont trop longtemps ignoré les territoires amazoniens et leurs habitants. La conséquence de cet abandon, ce sont ces populations cooptées par les groupes en marge de la loi, dépendantes des économies illégales. Il ne faut pas oublier qu'excepté le cas haïtien, l'Amazonie enregistre les indices de développement les plus bas du continent. Si l'on cumule à cette perte de contrôle territorial la faiblesse des gouvernements locaux et le manque d'alternatives aux économies illégales, nous nous rendons compte que la protection de l'Amazonie reste un énorme défi en Colombie.

En quoi la COP à Belém peut-elle représenter un tournant pour la préservation de l'Amazonie ?

La COP à Belém représente une claire opportunité pour enfin prendre des décisions concrètes pour protéger l'Amazonie. Le positionnement de pays comme la Colombie et le Brésil représente une lueur d'espoir, mais ils ont besoin d'alliés, comme l'Union européenne.